

À PROPOS DE LA 3G

Benhamadi entretient le flou

«**La mauvaise qualité d'internet n'est pas due à la rareté de la bande passante internationale comme le pensent certains, car elle est disponible en quantité**». La déclaration est du ministre de la Poste et des TIC, M. Moussa Benhamadi.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - M. Benhamadi, qui a effectué une visite hier à Alger pour inspecter les bureaux de postes et autres agences Actel, a estimé que la priorité de son département est plutôt l'extension du réseau de téléphonie fixe.

«Si nous n'améliorons pas le réseau, la bande passante sera là mais, pas exploitée. Notre priorité est donc d'étendre ce réseau, conçu à un moment donné et qui ne répond plus à la demande sans cesse croissante. Nous avons un programme d'assainir le réseau actuel en remplaçant le cuivre par la fibre optique pour toutes les cités de plus de 1 000 habitants, doter les nouvelles villes par des lignes téléphoniques. Le programme inclut deux millions de nouvelles lignes», a-t-il souli-

gné. Dans ce contexte, le ministre a regretté qu'il n'y ait pas de concurrents pour Algérie Télécom dans ce segment de télécommunications car, a-t-il dit, seule la concurrence peut garantir l'amélioration des prestations de service.

«La loi promulguée en 2003 a libéré le marché des télécommunications et la preuve, il y a trois opérateurs de téléphonie mobile. Malheureusement, je dis bien malheureusement, l'opérateur qui s'est lancé dans la téléphonie fixe n'a pas consenti les investissements qu'il fallait pour pouvoir rentabiliser son activité et a disparu du marché. Ainsi, Algérie Télécom se trouve dans une situation de quasi-monopole.

Et malgré les efforts déployés pour répondre à la demande, l'offre reste insuffisante», a-t-il indiqué. Il a, par ailleurs, démenti les statistiques de base de l'Union internationale des télécommunications (UIT) qu'utilisent les spécialistes pour analyser le taux de pénétration et le coût d'internet dans un pays donné. La bande passante internationale dont la carence est la cause principa-



Moussa Benhamadi.

le de la cherté d'internet et la faiblesse du débit en Algérie, n'est pas, selon M.

Benhamadi, de 46 gigabits par seconde comme l'avait précisé l'UIT mais, «tourne autour de 150 gigabits/seconde et n'est exploitée qu'à hauteur de 75 %». Du coup, le chiffre balancé par le ministre des TIC place l'Algérie en deuxième position au niveau maghrébin, juste derrière le Maroc (300 gigabits) et avant la Tunisie (82 gigabits).

Il faut, néanmoins, noter que l'Algérie est la seule parmi ces pays qui ne dispose pas encore d'internet mobile. L'arrivée de la 3G peine, en effet, devant la réticence des pouvoirs publics justement. M. Benhamadi, qui avait lui-même annoncé son lancement pour le 1^{er} trimestre 2013, évite désormais d'en parler.

«Vous avez annoncé la 3G pour le premier trimestre 2013 mais, nous au troisième trimestre, nous n'avons rien vu venir. Les cahiers des charges ne sont même pas encore prêts selon les opérateurs», s'interroge-t-on.

Et au ministre de répliquer : «G'rib inchallah ! (Bientôt si Dieu le veut, ndlr).»

L. H.

BIENS WAKFS

Six complexes prochainement réalisés

Des complexes de wakf seront réalisés dans six wilayas pilotes. Selon les besoins de la wilaya, ces projets seront sous forme de centres commerciaux, de centres d'affaires ou de centres de services sociaux.

Rym Nasri - Alger (Le Soir)- C'est dans les wilayas de Blida, Ouargla, Béchar, Mascara, Sétif et Annaba que les complexes wakfs seront implantés. A cet effet, le ministère des Affaires religieuses a dégagé des assiettes appartenant aux biens wakfs. Seul le lot de terrain de Annaba provient d'un don du wali. «Chaque wilaya aura la liberté de définir ses besoins et décider de la nature du complexe à construire», a expliqué le P^r Mohamed Boudjelal, chercheur en économie, hier, à Alger. Il a cité ainsi l'exemple de la wilaya de Ouargla qui connaît un taux élevé de cécité et qui bénéficiera d'un complexe abritant une clinique ophtalmologique ainsi qu'une grande pharmacie. Quant à la wilaya de Sétif, elle aura droit à un centre d'affaires.

Côté architecture, l'intervenant assure que tous les complexes wakfs seront construits en style mauresque. Pour sa part, le directeur



Bouabdellah Ghoulamalh.

central au ministère des Affaires religieuses, Abdelwahab Bertima, a affirmé que ces complexes seront un moyen pour recueillir les fonds du wakf. «L'opération sera ensuite généralisée aux 48 wilayas du pays», dira-t-il. Le représentant du ministère des Affaires reli-

gieuses a précisé en outre, que jusqu'au 30 juin dernier, «le parc immobilier du wakf compte plus de 9 000 biens wakfs dont 60% sont des logements mitoyens aux mosquées et 8,6% des terres inexploitées».

Et d'ajouter que la majorité de ces biens wakfs nécessite de la maintenance, une actualisation des loyers et le règlement des contentieux. Il rappelle la convention signée avec le ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication pour la mise en place d'un fichier national de wakf répertoriant tous les wakfs à l'échelle nationale. D'ailleurs, poursuit-il, «nous sommes au stade de création d'une Epic qui s'occupera de la gestion des wakfs». Abdelwahab Bertima a souligné par ailleurs, la collecte de 200 milliards de centimes pour la construction de mosquées durant l'année dernière. Il a également indiqué que la caisse de la zakat a atteint 85 milliards de centimes en 2012 et plus de 79 milliards de centimes en 2013. «Ces collectes ont été distribuées à 2 millions de nécessiteux à travers le territoire national», a-t-il ajouté.

R. N.

FORMATION EN SOUDURE

Vers un partenariat avec l'Autriche

Au ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, l'on est vraiment intéressé par un partenariat avec l'Autriche en matière de formation de formateurs en soudure. Un choix du partenaire loin de relever du fortuit, ce pays étant pionnier dans le Vieux Continent en matière de formation professionnelle.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est ce dont l'inspecteur central au département de Mohamed Mebarki a fait part hier, à l'ambassade d'Autriche à l'occasion d'une séance de présentation de l'expérience d'une entité de formation de ce pays, l'institut de formation, leader dans la région de Syrie.

Osmane Meslouh a en effet, sollicité le directeur de cet institut qui propose, depuis plus de 50 ans, une brochette de 2 000 formations et forme annuellement près de 37 000 personnes, pour les besoins de formation des formateurs en soudure. Le département de la formation et

de l'enseignement professionnels ayant introduit depuis peu, deux nouvelles branches dont celle liée à la pétrochimie. Un créneau, véritable pourvoyeur de postes d'emploi, notamment dans le domaine de la soudure qui souffre, comme le reconnaît Meslouh, d'un manque flagrant en main-d'œuvre qualifiée et en encadrement tout aussi qualifié. Surtout, a-t-il tenu à préciser, que la branche est complexe et diversifiée. Préoccupation à laquelle le partenaire autrichien a répondu favorablement avec une formation soit sur place, soit en Autriche, qui ne saurait dépasser les six mois.

Les deux parties ont donc convenu sur-le-champ d'aller tout droit au but promettant de se revoir pour concrétiser au plus vite ce partenariat. Car pour Meslouh, bien que le privé soit présent dans le secteur avec l'agrément donné à plus de 600 écoles et autres instituts exerçant pour certains depuis 23 ans, il n'en demeure pas moins que l'investissement privé dans les domaines lourds comme la soudure fait défaut. Ceci quoique le partenaire étranger parle justement d'une sollicitation dans ce sens par les investisseurs algériens en vue de l'ouverture d'un institut à Alger dédié à la soudure.

Au sujet du désintérêt presque manifeste des jeunes à l'endroit de la formation et de l'enseignement professionnels, l'inspecteur central

au département de Mohamed Mebarki reconnaît le «phénomène», tenant à préciser que cela n'est pas dû au manque des mesures attractives initiées par la tutelles dont tout récemment, la revalorisation des bourses des stagiaires et des présalaires attractifs. Presque comme ce qui se fait justement en Autriche dont la politique en la matière présente bien des similitudes avec celle de l'Algérie notamment, cette «nuance» de taille que ce pays germanique a trouvé la formule magique d'adapter la formation avec la capacité, le don et la disponibilité du candidat à une formation professionnelle, et le jumelage entre la formation professionnelle et celle proprement académique possible pour les jeunes doués.

M. K.

APRÈS UNE

LONGUE

ÉCLIPSE

La Nation

de nouveau
sur les étals

Après une éclipse de seize années, *la Nation* est de retour dans les kiosques. Le premier numéro était disponible hier. Grande émotion chez son premier responsable. Omar Attia, directeur de publication, considère ce retour comme une victoire. Un sentiment partagé par l'ensemble de l'équipe de *la Nation* qui, après une suspension arbitraire et une réapparition sur le net, renoue avec l'édition papier.

Fondé en avril 1992, le journal s'était aussitôt distingué par sa ligne éditoriale qui lui vaudra quelques années plus tard la disparition du paysage médiatique. Le quotidien sera frappé de suspension en août 1992 soit à peine quatre mois après sa création.

En mars 1996, le numéro spécial consacré à la situation des droits de l'Homme en Algérie servira de prétexte à une autre suspension. La réaction du régime a été sans appel : une neuvième suspension au motif de «nuire à la quiétude générale» avant qu'une autre mesure «commerciale» ne vienne définitivement mettre un terme à l'aventure journalistique. Sous prétexte d'un différend commercial avec la Société d'impression d'Alger, le journal a été étouffé. L'équipe tentera quelques années plus tard l'aventure du Web avant le grand retour sur les étals.

N. I.